

ANNEX 22

PUBLIC REDACTED

From: Naouri, Jennifer
Sent: 06 September 2022 10:57
To: [REDACTED]
Cc: [REDACTED]
Subject: RE: New team of sango paraprofessional interpreters for the upcoming Kani Trial

Chère [REDACTED]

Merci de votre mot et de vos précisions.

La position de la Défense reste inchangée puisque, comme nous vous l'avons indiqué dans notre réponse, la question n'est pas celle des compétences d'un interprète qui commencerait de manière neutre ses nouvelles fonctions - donc n'ayant jamais participé aux procédures en cours dans la situation CARII - ni celle du devoir de neutralité, d'impartialité et des obligations des interprètes quant à la confidentialité.

La question qui se pose est celle de la théorie des apparences et des conflits d'intérêts latents et c'est donc une question tout à fait différente.

Nous sommes ici confrontés à un cas de figure particulier: une personne qui a déjà travaillé pour l'une des parties au procès dans la situation CARII et qui a participé, que ce soit de près ou de loin, à la construction du cas de la Défense de Monsieur Yekatom et qui connaît la stratégie de l'équipe de la Défense pour laquelle la personne a travaillé en tant qu'assistant linguistique. En outre, un assistant linguistique est impliqué dans les rapports avec le client.

Les connaissances et relations acquises dans le cadre d'une fonction dans une équipe de Défense, ici assistant linguistique, ne disparaîtront plus jamais et l'implication dans une équipe juridique au sein de la même situation crée une perception de biais auquel il ne pourra plus être remédié a posteriori.

Comme nous vous l'avons indiqué aussi, il s'agit ici d'un cas classique où il convient de préserver la théorie des apparences sous peine d'entacher l'équité et l'intégrité de la totalité de la procédure.

En d'autres termes, il s'agit ici, pour nous, d'une application mécanique, voir mathématique, de la théorie des apparences: "« justice must not only be done, but should manifestly and undoubtedly be seen to be done » et « nothing is to be done which creates even a suspicion that there has been an improper interference with the course of justice » (cf. email du 1 septembre 2022).

Il en va de la confiance que les tribunaux d'une société démocratique se doivent d'inspirer aux justiciables et notamment aux prévenus » (CEDH, affaire Castillo Algar c. Espagne, arrêt, 29 octobre 1998, §45; voir aussi CEDH, GC, Kyprianou c. Chypre, 15 décembre 2005, §118) et que, il convient de relever ici que quand il s'agit de se prononcer sur un doute d'impartialité, « le point de vue de l'accusé entre en ligne de compte » (CEDH, Affaire Incal c. Turquie, arrêt, 9 juin 1998, §71).

Ici, vous comprendrez qu'il est inconcevable que Monsieur Said puisse avoir confiance dans des services du Greffe portant sur la preuve dans le cadre de son affaire au sein desquels travaillent des personnes qui ont exercé des fonctions de représentation - puisque faire partie d'une équipe de Défense c'est participer à la représentation du client - auprès de Monsieur Yekatom. Nous pourrions développer ce point de manière formelle, ex parte, devant les Juges, si vous décidiez de ne pas prendre en compte notre position et donc de saisir la Chambre.

Il est intéressant de noter ici que les représentants du Greffe savent - et il s'agit d'informations confidentielles qui ne peuvent être partagées avec d'autres Parties et participants dans d'autres affaires au sein de la même situation, ici CARII - que les rapports entre Monsieur Yekatom et Monsieur Said sont compliqués puisque Monsieur Said est ségrégué au centre de détention notamment parce qu'il craint pour sa sécurité et son équilibre émotionnel et mental s'il devait être confronté à Monsieur Yekatom.

En application de l'Article 21(3) du Statut, il convient donc de prendre en compte ici les droits fondamentaux de Monsieur Said, ce qui implique ici de prendre en compte son point de vue tel que présenté par son équipe de Défense.

Vous comprendrez que pour la Défense, en application du droit en vigueur, il n'est pas envisageable qu'un interprète ayant été un membre d'une équipe de Défense dans la situation CARII puis participer activement, au service d'une autre Partie ou participants à la procédure, en particulier concernant la preuve, aux procédures dans le cadre de la situation CARII.

Merci de nous tenir informés des prochaines démarches du Greffe concernant la présente situation.

Bien à vous,

Jennifer

De : [REDACTED] Envoyé : vendredi 2 septembre 2022 14:25 À : Naouri, Jennifer
Cc : [REDACTED] Objet : RE: New team of sango
paraprofessional interpreters for the upcoming Kani Trial

Dear Ms Naouri,

Thank you for your very detailed reply.

LSS has indeed informed all parties and participants concerned in the CAR situation, i.e. Yekatom and Ngaissona, Said, Mokom, by sending separate emails with the same content to all of you. In the Yekatom and Ngaissona case, Ms Dimitri, Mr Knops and Mr Suprun (LRV) did not see any conflict of interest and welcomed our effort to put in place a second team of paraprofessional interpreters, considering the current difficult times as you stated and the limited pool of qualified applicants, bearing in mind that Sango as a language of lesser diffusion is not taught in interpretation schools.

Mr Vanderpuye shared in different wording some of your concerns. Regarding your case, the Prosecution did not react to the email send to them and you are only reacting to it now.

To allay your concerns, and this is the same reply sent to the Prosecution in the Y&N case, please note that LSS training of paraprofessional interpreters focuses on the key elements stated below which are the tenets of the court interpreter's core competencies:

- Confidentiality, impartiality and neutrality. Besides linguistic skills, candidate interpreters are assessed on their understanding of this essential aspect of the interpreter's role in a competitive recruitment process.
- The paraprofessional interpreter training is aimed at reinforcing the selected interpreter's skills and competences, including the understanding of the role of the interpreter as a neutral and impartial service provider. This training is conducted by experienced in-house as well as by external qualified interpreter trainers. Following the selection through competitive recruitment, this training is the next step in quality assurance and strongly reduces the risk of interpreters adding, omitting or distorting any important information when interpreting, or in doing so favouring one or another party or participant in the proceedings. The interpreter concerned here, is well aware that her previous role as a Language Assistant in the Yekatom/ Ngaissona Defence team has come to an end.
- Furthermore, interpreters are bound to confidentiality and impartiality by the oath of office that they take before starting their duties in the booth.
- More importantly, the work of the interpreters is a team work. In the case of Sango, they work in a team of four because they work from Sango into French and vice-versa for a 30 minute shift each one of them. They support and correct each other. They prepare each assignment on the basis of the relevant documents provided by the parties, in advance as you well know.
- With the transcript verification process any perceived interpretation errors can be addressed as you are also well aware.

I would like to stress that the work of the interpreter (paraprofessional or seasoned interpreter) is not comparable to a lawyer whose responsibility is to provide advice and guidance and, who in doing so, must consider whether representation of his/her client will implicate the use or disclosure of confidential information acquired during prior employment. Interpreters are assigned to all cases before the ICC, all languages concerned (Arabic, English, French, Sango...), be they similar cases or not. In their preparation work, the interpreters have access to the documents sent by you (parties, participants and the Chambers) and interpret what they hear during the proceedings and nothing about their work can create a similar conflict.

I hope I have covered all your concerns.

Thank you.

Kind regards,

[REDACTED]

[REDACTED]

-----Original Message-----

From: Naouri, Jennifer [REDACTED] >

Sent: 01 September 2022 16:31

To: [REDACTED]

Cc: [REDACTED]

Subject: RE: New team of sango paraprofessional interpreters for the upcoming Kani Trial

Chère [REDACTED],

Merci de votre mot.

Nous sommes heureux de lire que le Greffe a pu, dans ces temps difficiles, mettre en place une nouvelle équipe d'interprètes en sango ce qui sera bien évidemment au bénéfice de tous lors du procès.

Nous avons pris note de ce que vous nous avez informés avoir recruté un ancien membre de l'équipe de Défense de Monsieur Yekatom et que vous nous demandez si un tel recrutement soulèverait d'éventuelles questions et si tel devait être le cas que les représentants du Greffe saisiraient alors la Chambre.

Tout d'abord, permettez-nous de vous remercier de nous avoir informés de la situation. En effet il s'agit ici d'une situation cruciale puisqu'il s'agit de discuter de l'intégrité de la procédure et d'éviter notamment toute atteinte à la théorie des apparences due, par exemple, à des questions de conflits d'intérêts.

A ce propos, comme il s'agit d'une question qui concerne l'intégrité de la procédure comme un tout, avez-vous informé l'Accusation et les représentants des victimes de la situation ?

Si oui, quelle était leur réponse ?

Nous pensons que pour avoir une discussion informée, constructive et complète il convient que tous les protagonistes au procès puissent s'exprimer et soient tenus au fait de la position des autres protagonistes.

Si les autres acteurs au procès ne devaient pas être informés, pouvez-vous avoir la gentillesse de nous indiquer si vous comptez le faire ?

Ensuite, nous avons bien pris note de ce que tout interprète travaillant pour le Greffe devra respecter les principes de neutralité, d'impartialité et de confidentialité.

Néanmoins, la question que vous posez ici est différente à plusieurs niveaux et il apparaît que des questions de conflits d'intérêts se poseront inévitablement du fait du recrutement d'un interprète par le Greffe qui a déjà fait partie d'une des équipes de Défense dans le cadre de la même situation, ici la situation CARII; conflit d'intérêt qui pourra impacter l'intégrité et l'équité de toute la procédure dans toutes les affaires concernées. Surtout que, à lecture de votre email, nous comprenons que cette personne, qui a travaillé dans une équipe de Défense, pourra intervenir tant l'affaire Said que l'affaire Yekatom et Ngaissona.

Nous formulons donc ici les remarques préliminaires suivantes :

1) Premièrement, la raison d'être de la règle éthique interdisant à une personne d'être impliquée dans différentes affaires au sein d'une même situation dans différents rôles ou dans une même affaire dans différents rôles est d'éviter les possibilités ou les risques de partialité/biais qui ne disparaissent logiquement pas avec la fin d'une fonction donnée.

En d'autres termes, le simple fait d'avoir travaillé (peu importe la durée, qui n'est pas précisée dans votre email) en tant que membre d'une équipe de Défense dans le cadre d'une situation donnée va créer chez la personne un biais, inconscient, en faveur du client qu'elle représente qui pourra impacter, même involontairement, l'exécution de sa nouvelle mission dans le cadre de la même situation.

Plus précisément, il faut s'intéresser à ce que recouvre concrètement l'implication dans une équipe de Défense : être membre d'une équipe de Défense, notamment dans le rôle d'assistant linguistique, signifie avoir accès à toute la preuve de l'Accusation mais aussi de la Défense, d'avoir accès au client et d'interpréter ses dires, d'avoir accès au moins à une partie de la stratégie de la Défense (ce qui est encore plus complexe dans des cas impliquant plusieurs accusés), d'assister à des audiences et dans ce cadre d'être témoin de la méthode de travail de l'équipe de la Défense, participer au travail d'enquête, etc.

Ce n'est pas parce qu'une personne, dans ses nouvelles fonctions, sera tenue à des obligations de neutralité, d'impartialité et devra respecter la confidentialité que le conflit d'intérêt disparaît puisque 1. il y a une apparence de biais, 2. la personne ne peut pas oublier ce qu'elle a vu et ce qu'elle a appris lors de sa première fonction (par exemple les stratégies de ses superviseurs, la teneur des éléments de preuve et des requêtes, la teneur des échanges avec le client, le teneur d'audiences à huis clos ou même ex parte, etc.) et 3. le biais involontaire peut guider la mise en œuvre de sa nouvelle mission.

En application de ce raisonnement : il serait inconcevable qu'un membre du Bureau du Procureur sur une affaire aille travailler dans une équipe de Défense dans la même affaire ou une autre affaire de la même situation, il serait inconcevable qu'un membre d'une équipe de Défense aille travailler au BdP sur la même affaire ou une autre affaire de la même situation, il serait inconcevable qu'un assistant juridique travaillant en Chambre aille travailler soit au BdP, soit dans une équipe de Défense dans la même affaire ou une autre affaire de la même situation et inversement ou même qu'un membre du Greffe qui a eu un rôle direct concernant la preuve dans une affaire donnée aille travailler au BdP ou en équipe de Défense dans la même affaire ou une autre affaire de la même situation peu importe que la personne changeant de poste soit soumise formellement à des obligations déontologiques de confidentialité.

Il convient donc ici, pour éviter d'entacher l'intégrité de la procédure et donc assurer l'équité du procès, de ne pas violer la théorie des apparences telle que garantie dans tout système juridique démocratique et par les instruments de Défense des droits de l'Homme, notamment par la Cour Européenne des droits de l'Homme qui garantit le principe selon lequel « Justice must not only be done it must also be seen to be done » (CEDH, Affaire Delcourt c. Belgique, arrêt, 17 janvier 1970). Plus précisément, la House of Lords précisait que « nothing is to be done which creates even a suspicion that there has been an improper interference with the course of justice ». Cette maxime, qui fonde la théorie des apparences, a pour fonction d'assurer que l'institution judiciaire se comporte de telle manière que le public ne pourrait même pas envisager qu'il puisse exister la moindre suspicion de biais dans la mise en œuvre de la procédure judiciaire et de pré-jugement de la part de ceux qui rendent la Justice.

Par ailleurs, la CEDH notait notamment que, pour déterminer si un tribunal a agi de manière impartiale: « même les apparences peuvent revêtir de l'importance. Il y va de la confiance que les tribunaux d'une société démocratique se doivent d'inspirer aux justiciables et notamment aux prévenus » (CEDH, affaire Castillo Algar c. Espagne, arrêt, 29 octobre 1998, §45; voir aussi CEDH, GC, Kyprianou c. Chypre, 15 décembre 2005, §118) et que, pour se prononcer sur un doute d'impartialité, « le point de vue de l'accusé entre en ligne de compte » (CEDH, Affaire Incal c. Turquie, arrêt, 9 juin 1998, §71). Ici, vous comprendrez qu'il est inconcevable, que Monsieur Said puisse avoir confiance dans l'interprétation qui sera faite par une personne ayant travaillé au service de Monsieur Yekatom.

2) Deuxièmement, l'affaire Yekatom et Ngaïssona sur laquelle a travaillé l'interprète potentiel et l'affaire Said, sont des affaires connexes, donc le risque de biais est ici encore plus prégnant et il convient d'être d'autant plus prudent.

Ces deux affaires sont deux affaires connexes: nombre de documents divulgués par l'Accusation et de témoins de l'Accusation abordent le sujet des anti-Balaka et mentionnent Messieurs Yekatom et Ngaïssona. La Défense a d'ores et déjà identifié plus de 1500 documents qui abordent ces deux sujets et a pu constater que le procès Yekatom et Ngaïssona traite de sujets qui ont clairement un lien de connexité avec l'affaire Said, qu'il s'agisse par exemple de la structure et de l'organisation de la Séléka et de la structure des anti-Balaka. Sur la base du dossier publiquement accessible de l'affaire Yekatom et Ngaïssona, il est possible d'identifier au moins 41 témoins en commun entre les deux affaires. Il est apparu qu'ils abordent des thèmes qui se recoupent (par exemple en ce qui concerne l'existence d'un conflit armé, la nature et l'organisation des groupes armés en présence et leur rapports entre eux, la compréhension du contexte politique en République centrafricaine qui n'est possible que si l'on comprend l'articulation des différents partis politiques au pouvoir, etc.). Par ailleurs, au total, l'Accusation a retenu 9 témoins à charge communs aux deux affaires, parmi lesquels 6 ont déjà été interrogés, ce qui signifie que le futur interprète du Greffe a pu déjà assister au travail de préparation de la Défense concernant ces témoins. Comment dans ces conditions interpréter de manière non biaisée les dires de ces témoins ?

Dans le même sens, il est tout à fait possible que soit discuté, par la Défense, des éléments de preuve qui seront présentés par l'Accusation ou par la Défense comme étant à charge contre Monsieur Yekatom, dans un tel cas de figure comment respecter la théorie des apparences quand les propos de la Défense, peut-être ex parte, mettant potentiellement en cause Monsieur Yekatom seront interprétés par une personne ayant travaillé au service justement de Monsieur Yekatom ?

Enfin, si le Greffe devait saisir la Chambre de cette question dans les jours qui viennent pourriez-vous avoir la gentillesse, si vous deviez vous référer à la position de la Défense, de reproduire cette position de manière complète et fidèle plutôt que de la résumer, pour éviter toute dénaturation de cette position?

Bien à vous,

Jennifer

De : [REDACTED] Envoyé : mardi 16 août 2022 12:57 À : Naouri, Jennifer Cc :
[REDACTED] Objet : New team of sango paraprofessional interpreters for the
upcoming Kani Trial

Dear Ms Naouri,

I hope my email finds you in good health.

For your information, please note that LSS has concluded the recruitment of a second team of sango paraprofessional interpreters to be deployed to the Kani Trial and if needed to the Yekatom and Ngaissona trial in order to have in a long run, a team of interchangeable sango speaking staff interpreters.

Among the successful candidates on our very thin roster of applicants, [REDACTED] who was in Mr Yekatom's Defence team, working more precisely with Ms Dimitri as a language assistant, has been recruited.

The main tasks of the court interpreter is to interpret the proceedings from Sango into French and vice versa for the accused and for the sango speaking witnesses. As a paraprofessional she will be trained and taught the principles of neutrality and confidentiality which are part and parcel of the core competencies of the interpreter. Moreover, interpreters are bound to confidentiality and impartiality by the oath of office. She will be working in a team of four interpreters as per the usual procedure and she will only have access to the material communicated to the interpreters by the parties and participants as per the usual practice. She went through security and her vetting was granted.

Should her recruitment raise a particular issue, please let us know so that LSS can seize the Chamber accordingly.

Thank you.

Kind regards,

[REDACTED]

From: Trial Chamber VI Communications
Sent: 16 September 2022 14:00
To: [REDACTED]
Cc: OTP CAR IIA Communications; D33 Said Defence Team; Trial Chamber VI Communications; Dubuisson, Marc; Language Services Management; Office of the Director DJSS; Said LRV Team OPCV
Subject: RE: Guidance from the Chamber regarding the recruitment of a former language assistant to the Defence team in the Yekatom and Ngaissona case and the reaction of Defence lawyer in the Said case
Follow Up Flag: Follow up
Flag Status: Flagged

Dear Ms [REDACTED],

Thank you for your message and for providing us with the correspondence you had with the parties on this issue.

The Chamber has considered your question. For the reasons set out below and based on the information currently available to it, the Chamber does not deem that [REDACTED]'s previous employment as a language assistant for Mr Yekatom's Defence Team stands in the way of her acting as a Sango interpreter in the Said case.

First, [REDACTED] worked for the Yekatom Defence as a language assistant. In that role, her tasks were as follows: (i) translating in French all material provided in Sango; (ii) taking part in meetings to translate from French and English into Sango; (iii) transcribing audio and video from Sango into French; and (iv) attending hearings and listening to the interpretation for possible transcription correction. There is no indication that she ever provided substantive input or legal advice to the Yekatom Defence Team.

Second, in her new role as Registry interpreter she is strictly not allowed to give any substantive input. As the Registry points out, [REDACTED]'s work will be subject to regular quality control in accordance with Regulation 65 of the Regulations of the Registry and she will always work in tandem with other interpreters in the same booth. Moreover, after completing her training, [REDACTED] will take the oath of office in accordance with Rule 6(2) of the Rules of Procedure and Evidence, which creates a presumption in favour of her neutrality/professionalism.

Third, the jurisprudence to which the Defence refers (which does not deal specifically with interpreters) makes it clear that, although the subjective impression of the accused should be taken into consideration, it is not determinative. The question is whether the apprehension of possible bias or partiality can be objectively justified. The Chamber does not think that this is the case in this instance. It should be stressed, in this regard, that the Defence does not allege any actual bias on the part of [REDACTED].

Kind regards,

Trial Chamber VI

From: [REDACTED]
Sent: 13 September 2022 12:38
To: [REDACTED]; Trial Chamber VI Communications
Cc: Dubuisson, Marc [REDACTED]; Language Services Management
 [REDACTED] Office of the Director DJSS [REDACTED]
Subject: Guidance from the Chamber regarding the recruitment of a former language assistant to the Defence team

in the Yekatom and Ngaissona case and the reaction of Defence lawyer in the Said case

Importance: High

Dear [REDACTED]

I hope my email finds you in good health.

LSS is hereby seeking guidance from the Chamber regarding the recruitment of a former language assistant to the Defence team in the Yekatom and Ngaissona case and the reaction of Defence lawyer in the Said case.

Please find below the related email.

Background information

On August 16 2022, LSS wrote to the Prosecution and the Defence in the Said trial and the other CAR trials to inform them of the recruitment of a second team of Sango paraprofessional interpreters to be deployed to service the hearings in the Said Trial and, if needed, to service as well the Yekatom and Ngaissona trial in order to have, in the long run, a team of eight interchangeable Sango speaking staff interpreters.

Among the successful candidates on our very thin roster of applicants, a former language assistant in Mr Yekatom's Defence team has been recruited.

LSS explained that the main tasks of the court interpreter is to interpret the proceedings from Sango into French and vice versa for the accused and for the Sango speaking witnesses. As paraprofessionals, they will be trained and taught the principles of neutrality and confidentiality which are part and parcel of the core competencies of the interpreter. Moreover, interpreters are bound to confidentiality and impartiality by the oath of office. The newly recruited candidate will be working in a team of four interpreters as per the usual procedure and will only have access to the material communicated to the interpreters by the parties and participants as per the usual practice.

The concerned paraprofessional interpreter went through security as per the normal procedure and was vetted.

LSS informed the parties and participants out of courtesy and transparency about this particular recruitment and asked whether if this would raise a particular issue.

The Defence teams in the Yekatom and Ngaissona case approved the move while the Prosecutor in the same case expressed his concerns regarding a potential conflict of interest. Following LSS' response below sent to all of the them, Mr Vanderpuye did not revisit the issue.

Reactions from the parties in the Said trial

1. Ms Holo Makwaia who is the OTP Senior Trial Layer in charge of this case replied as follows:
"Thank you for the email, I leave it to the wisdom of LSS to make the determination if she is fit for employment or not. It is difficult to determine from the information below, if there will be any issues due to her previous work in the Yekatom Defence Team, also an accused person from CAR".

In response LSS gave the detailed information below:

The new team of paraprofessionals to be deployed to the Said case is undergoing a training that focuses on the key elements stated below and which are the tenets of the court interpreter's core competencies:

- Confidentiality, impartiality and neutrality. Besides linguistic skills, candidate interpreters are assessed on their understanding of this essential aspect of the interpreter's role in a competitive recruitment process.

- The paraprofessional interpreter training is aimed at reinforcing the selected interpreter's skills and competences, including the understanding of the role of the interpreter as a neutral and impartial service provider. This training is conducted by experienced in-house as well as by external qualified interpreter trainers. Following the selection through competitive recruitment, this training is the next step in quality assurance and strongly reduces the risk of interpreters adding, omitting or distorting any important information when interpreting, or in doing so favouring one or another party or participant in the proceedings. The interpreter concerned here, is well aware that her *previous* role as a Language Assistant in the Yekatom/ Ngaissona Defence team has come to an end.
- Furthermore, interpreters are bound to confidentiality and impartiality by the *oath of office* that they take before starting their duties in the booth.
- The interpreters work in a team of four (for the Sango booth because they work from Sango into French and vice-versa) for a 30 min shift each one of them. They support and correct each other. They prepare each assignment on the basis of the relevant documents provided by the parties, in advance as you well know.
- With the transcript verification process any perceived interpretation errors can be addressed as you are also well aware.

More importantly, the work of the interpreter (paraprofessional or seasoned interpreter) is not comparable to a lawyer whose responsibility is to provide advice and guidance and, who in doing so, must consider whether representation of his client will implicate the use or disclosure of confidential information acquired during prior employment. Interpreters are assigned to all cases before the ICC, all languages concerned (Arabic, English, French, Sango...), be they similar cases or not. In their preparation work, the interpreters have access to the documents sent by you (parties, participants and the Chambers) and interpret what they hear during the proceedings and nothing about their work can create a similar conflict.

Ms Makwaia did not come back to us after this message.

2. However, Ms Naouri, Mr Said's Defence Lawyer objected to the said recruitment, raising several concerns among which, the theory of appearances and potential conflicts of interest.

LSS sent her the same response addressed to the Prosecutor, but she still maintained her objection. She stated that "*justice must not only be done, but should manifestly and undoubtably be seen to be done* » and that « *nothing is to be done which creates even a suspicion that there has been an improper interference with the course of justice* » (see email dated 1 September 2022). The full exchange is attached to the present email.

She, furthermore, relied on the case law of the European Court of Human Right CEDH, affaire Castillo Algar c. Espagne, arrêt, 29 octobre 1998, §45; voir aussi CEDH, GC, Kyprianou c. Chypre, 15 décembre 2005, §118) to make the following argument: "*il convient de relever ici que quand il s'agit de se prononcer sur un doute d'impartialité, « le point de vue de l'accusé entre en ligne de compte » (CEDH, Affaire Incal c. Turquie, arrêt, 9 juin 1998, §71)*". She finally relied on Article 21 (3) of the Statut.

LSS observations

3. LSS would like to note that Ms Naouri is not quoting in full the relevant case law which mainly applies to judges and reads as follows:

CED, GC, Kyprianou c. Chypre, 15 décembre 2005

« Les principes généraux

118. La Cour rappelle d'emblée qu'il est fondamental que les tribunaux d'une société démocratique inspirent confiance aux justiciables, à commencer, au pénal, par les prévenus (Padovani c. Italie, arrêt du 26 février 1993, série A no 257-B, p. 20, § 27). A cet effet, l'article 6 exige qu'un tribunal relevant de cette

disposition soit impartial. L'impartialité se définit d'ordinaire par l'absence de préjugé ou de parti pris. Son existence peut s'apprécier de diverses manières. La Cour distingue donc entre une démarche subjective, essayant de déterminer ce que tel juge pensait dans son for intérieur ou quel était son intérêt dans une affaire particulière, et une démarche objective amenant à rechercher s'il offrait des garanties suffisantes pour exclure à cet égard tout doute légitime (Piersack c. Belgique, arrêt du 1er octobre 1982, série A no 53, pp. 14-15, § 30, et Grieves c. Royaume-Uni [GC], no 57067/00, § 69, 16 décembre 2003). Quant à la seconde démarche, lorsqu'une juridiction collégiale est en cause, elle conduit à se demander si, indépendamment de l'attitude personnelle de tel ou tel de ses membres, certains faits vérifiables autorisent à mettre en cause l'impartialité de la juridiction elle-même. En la matière, même les apparences peuvent revêtir de l'importance (Castillo Algar c. Espagne, arrêt du 28 octobre 1998, Recueil 1998-VIII, p. 3116, § 45, et Morel c. France, no 34130/96, § 42, CEDH 2000-VI). Pour se prononcer sur l'existence, dans une affaire donnée, d'une raison légitime de redouter d'un organe particulier un défaut d'impartialité, **l'optique de celui qui met en doute l'impartialité entre en ligne de compte mais ne joue pas un rôle décisif. L'élément déterminant consiste à savoir si l'on peut considérer les appréhensions de l'intéressé comme objectivement justifiées** (Ferrantelli et Santangelo c. Italie, arrêt du 7 août 1996, Recueil 1996-III, pp. 951-952, § 58, et Wettstein c. Suisse, no 33958/96, § 44, CEDH 2000-XII). »

CEDH, Cour (Grande Chambre), 15 déc. 2005, n° 73797/01. Lire en ligne :

<https://juricaf.org/arret/CONSEILDELEUROPE-COUREUROPEENNEDES DroitsDELHOMME-20051215-7379701>

119. Dans le cadre de la démarche subjective, la Cour a toujours considéré que l'impartialité personnelle d'un magistrat se présume jusqu'à la preuve du contraire. »

Furthermore Article 21 (3) of the Rome Statute on the Applicable law quoted in her email has no relevance to the work of an interpreter in a court of justice.

4. LSS would like to indicate that this is not the first time that the issue of perceived conflict of interest for interpreters when working for both organs is being addressed. The OTP considered the matter of potential conflict of interest for interpreters in its filing ICC-02/05-03/09-319 dd. 3 April 2012 (Prosecution's Response to the request for an order prohibiting the recruitment of the registry Zaghawa language assistants by the Prosecution filed on 27 March 2012), stating: *"At no time is their (the interpreters and translators) work informed in any way by the substance of prior work that they may have done.....nothing would require them to divulge anything that they heard during prior engagements. In this respect, an interpreter or translator is not comparable to a lawyer, who, in carrying out his responsibility to provide advice and guidance, must consider whether representation of the present client will implicate the use or disclosure of confidential information acquired during prior employment. There is nothing about the work of an interpreter or translator that could create a similar conflict."*

5. Besides, regarding interpretation at hearings, the possibility of a conflict of interests rising during a hearing is negligible. Interpreters interpret from the booth (so have no direct contact with the parties), are highly trained, and are bound by strict deontological rules. Besides, all interpretations are recorded. Finally, several interpreters may be present in one booth so as a verification of the interpretation may be done simultaneously. **The case law of the ICTY is clear in this regard. In The Prosecutor v. Zejnil Delalic and others, the Trial Chamber Stated that "the interpreter is not one of the parties to the proceedings (...) As such, the interpreter has the status of an impartial third party in furtherance of the administration of justice (...) The Interpreter would therefore seem to be in a unique position and his or her services are available to both parties"**^[1]

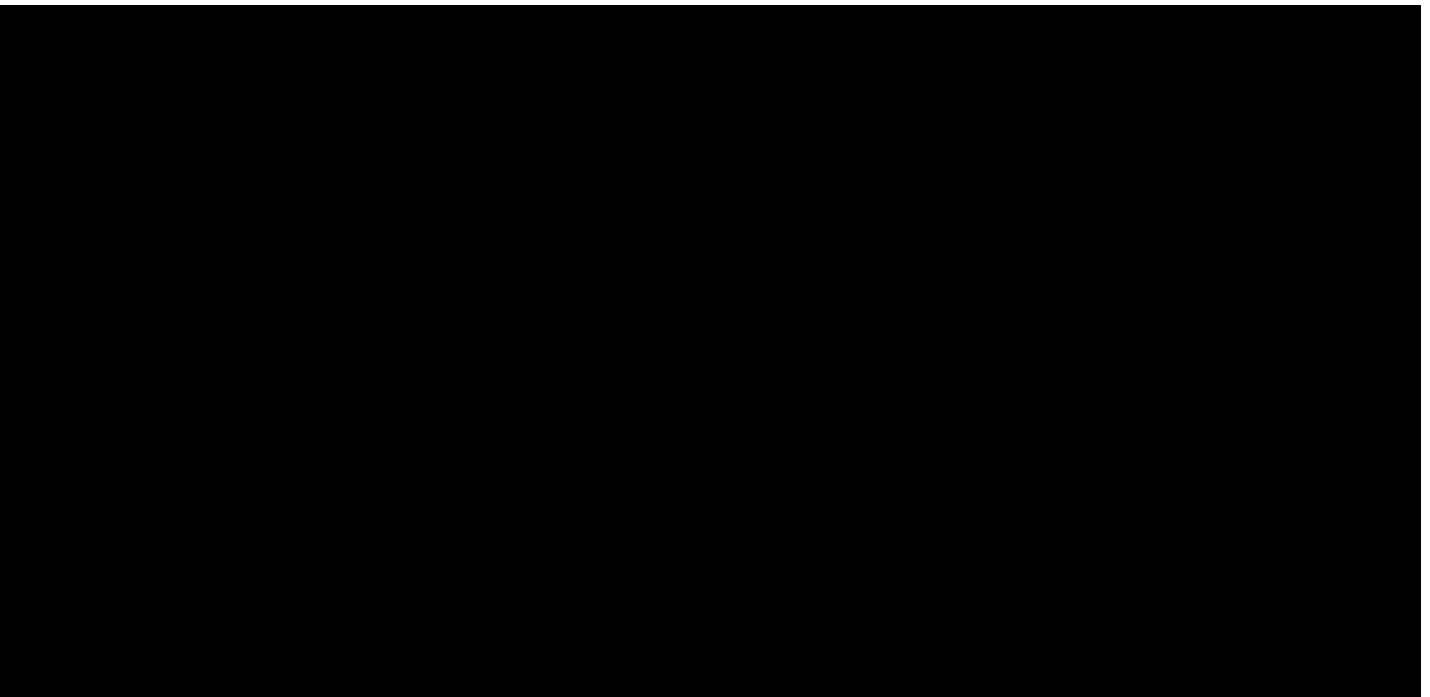
The Prosecutor v. Zejnil Delalic and others – Para. 10 and 11, Decision of 8 July 1997, Trial Chamber .

6. To conclude, LSS would like to stress that Sango is a language of lesser diffusion not taught in interpretation schools. The selection and recruitment were made from a very limited list of applicants. The selected team made of 4 candidates were tested on their linguistic skills and other aptitudes relevant to simultaneous and consecutive interpretation. The recruited team has started their training to be able to start after the opening of the hearings on September 26. The opening of the hearings on that day will be serviced by our first team of Sango interpreters usually assigned to the Yekatom and Ngaissona case. This will give one more week of training to the second team to be able to start the week after.

LSS is at the disposal of the Chamber, should they wish further explanation.

Kind regards,





^[1] Paragraphes 11 et 12, décision of 8 July 1997, Pre Trial Chamber.